



SPIP 84 encore mobilisé en 2020

Contre la casse des retraites avec l'instauration d'un système par points, la casse des services publics et leur privatisation, et notamment au Ministère de la Justice la mise en œuvre des lignes directrices de gestion bafouant les principes d'équité entre les agents au profit d'un système discrétionnaire, la réforme statutaire des CPIP oubliée, l'abandon de la création du corps des psychologues, l'iniquité des primes, nous sommes mobilisés depuis le 5/12/2019, avec des journées d'action forte les 05/12, 10/12, 17/12/ et 09/01/2020 !

Le Comité Technique Ministériel a été d'abord boycotté le 18/12/2019, reporté au 30/12/2019, repris le 06/01/2020 puis suspendu en raison des incohérences de nos administrations.

Un nouveau Comité est prévu le 21/01/2020, nous maintenons la pression !

A nouveau réunis en assemblée générale ce jeudi 09/01/2020, les agents syndiqués et non-syndiqués du SPIP du Vaucluse ont décidé de poursuivre et d'amplifier la mobilisation !

À compter de ce jour, nos modalités d'action seront les suivantes:

► Nouvelles journées SPIP MORT les 16 janvier 2020 et mardi 21 janvier 2020 (absence de contacts tél ni mail, messageries à caractère informatif, pas d'utilisation d'APPI, aucun rapport...hors urgence)

► Boycott de toutes les réunions institutionnelles dont CAP, CPI, CPU, CT, + les réunions partenariales et les formations,

► Inscription d'une phrase type dans nos écrits et communications:

"La fonction publique fait face à des attaques sans précédents dans ses grands principes :les agents du SPIP de Vaucluse se mobilisent pour la défendre. Nous demandons le maintien d'un dispositif équitable et contrôlé concernant les actes de mobilité."

► Recherche d'une action concertée avec les autres organisations syndicales du ministère

► Médiatisation et communication aux parlementaires

► Rassemblement SPIP- PJJ le jeudi 16 janvier au TGI Carpentras à 12h30 !

Nous appelons tous les personnels du SPIP 84 à nous rejoindre : il ne s'agit pas uniquement de défendre des intérêts particuliers, mais de se battre pour la préservation des grands principes fondateurs de notre Fonction Publique.

Nous exigeons l'abandon total des lignes directrices de gestion telles que définies dans le projet de notre administration !